

# Philosophie et financement du **REVENU CITOYEN** proposé par les **ESPRITS LIBRES**

*"Vous voulez secourir les pauvres, moi je veux supprimer la misère"* Victor Hugo

C'est sous l'appellation de « **REVENU CITOYEN** » que nous proposons le **revenu d'existence, revenu universel, revenu inconditionnel, revenu de base.**

**900€ par mois** de crédit sur la feuille d'impôt pour chacun, tout au long de la vie, sans condition.

## **MONTANT du Revenu Citoyen :**

200€ par mois de 0 à 16 ans,

400€ par mois de 16 à 18 ans,

**900€ par mois de 18 à 60 ans,**

À partir de 60 ans transition vers un Revenu Citoyen-Retraite égal au salaire médian à 65 ans.

60 ans : 1100€, 61 ans : 1200€, 62 ans : 1300€, 63 ans : 1400€, 64 ans : 1500€, 65 ans : 1600€.

**Retraite de 1600€ égale pour tous et alignée sur le revenu médian des actifs.** Ceux qui, jusque là ont cotisé, gardent leurs acquis et le complément leur est versé si leur retraite dépasse 1600€.

## **UN REVENU CITOYEN SUFFISANT pour éradiquer la misère,**

Cette proposition de **REVENU CITOYEN** est, par nature, fort différente, voire opposée, aux propositions connues sous le nom de «revenu de base» **non porteuses d'un projet de société** et qui, souvent trop basses, se cumulent à l'assistantat et aux allocations diverses.

Le **REVENU CITOYEN** est un revenu d'existence non « parce qu'on existe » mais « parce qu'on existe dignement ». Quand sept à huit millions de personnes vivent en deçà du seuil de pauvreté, on ne débat pas pour savoir si une mesure qui éradique la misère est meilleure qu'une mesure qui ne l'éradique pas. Une telle mesure ne se combat pas, ne se refuse pas, pour elle on se bat car c'est notre raison d'être. Assister la misère avec 400€ ou l'éradiquer avec 900€, conserver le système d'assistantat et la centralité du travail avec un « revenu de base » faible ou le transformer avec le **Revenu Citoyen** suffisant, là est la question et les Esprits Libres ont tôt fait de choisir.

**Le montant du Revenu Citoyen est fixé au seuil de pauvreté car il éradique la misère.**

Le seuil de pauvreté est fixé à 50% ou 60% du revenu médian, c'est à dire entre 800€ et 960€.

Le R.C. doit être déterminé selon un processus démocratique, mais pour qu'un tel processus existe, il convient qu'au départ de celui-ci il n'y ait aucun pauvre dans la société donnée. La démocratie commence à partir du moment où un revenu d'existence est distribué à hauteur du seuil de pauvreté. Autant dire que **nous ne sommes pas en démocratie aujourd'hui**. Travailler ou subir l'assistantat ne doit pas être à la base de la condition de dignité humaine, citoyenne et démocratique.

## **PAS DE DÉMOCRATIE POLITIQUE SANS DÉMOCRATIE POLITIQUE**

En préalable à la définition de la politique sociale, l'Assemblée et le gouvernement doivent considérer que le marché n'est pas le gouvernement et constater que la redistribution issue du marché, salaires, dividendes, profits, patrimoine, héritages, rentes, etc. ne permet nullement de créer les conditions de l'exercice plein de la démocratie et de l'égalité des chances. Ils doivent retenir que le bien public commun appartient par définition à tout le monde. Ils doivent distribuer équitablement la part d'héritage des générations passées. L'Assemblée et le gouvernement se doivent d'opérer un partage distributif des richesses assurant une vie décente due à chaque citoyen. Ils doivent veiller à l'égalité des chances entre les citoyens, sens noble du libéralisme.

L'assemblée et le gouvernement doivent prendre comme première mesure de socialisation l'éradication de la pauvreté dans la société en **DISTRIBUANT** au moins l'équivalent de ce seuil de pauvreté à tous afin de faire société, sans pauvres, sans laissés pour compte, et c'est judicieux, juste et cynique, au sens positif ancien du terme, car il est toujours plus facile et plus efficace d'organiser une société sans pauvres qu'avec. C'est un impératif catégoriel de la démocratie et de l'égalité des chances, du bien commun, du bien vivre.

La première dépense d'investissement, qui rapporte plus qu'elle ne coûte, est le Revenu Citoyen puis viennent l'éducation-formation-culture-recherche, l'écologie et la santé. Ensuite se font les autres choix budgétaires dans un cadre devenu démocratique avec l'égalité des chances.

Le **REVENU CITOYEN** ne dépend ni du marché, dont il garde la vitalité mais dont il réduit l'influence sur nos vies, ni de l'assistanat qu'il supprime. **La société s'organise sans pauvres**, avec tous les gains de sociabilité, de santé publique et de cohérence sociale que cela entraîne.

Le **REVENU CITOYEN** correspond à une **économie**, et donc à une **société, AVEC marché** et nous sort d'une **économie**, et donc d'une **société, DE marché**.

Percevoir le **Revenu Citoyen**, c'est hériter d'une part des richesses créées lors des siècles passés, être héritier des générations passées et se sentir responsable des générations futures.

**Le Revenu Citoyen remet en question la CENTRALITÉ DU TRAVAIL et de la CROISSANCE.**

Le but de la vie n'est pas de « travailler » mais d'être créatif, de s'émanciper. Le travail peut émanciper mais ce n'est pas toujours le cas. Le Revenu Citoyen, c'est la liberté pour chacun de travailler à son rythme. « *Nous n'avons pas à gagner notre vie, nous l'avons déjà.* » Boris Vian

Le R.C. favorise la contribution bénévole à la création de richesses sociales non marchandes.

Le chômage cesse d'être un problème social, la croissance cesse d'être un objectif social.

Croissance et décroissance sont ciblées et recherchées en fonction du **Bien Vivre Commun**.

Nous sommes libéraux car partisans des libertés et acceptant le marché mais dans une acception républicaine et citoyenne. « Libéraux-libertaires » car le marché ne peut à lui seul réguler la distribution des richesses et organiser la cité. La domination du capital financier est inacceptable.

**LES ESPRITS LIBRES** discernent ce qui dépend du marché, offre-demande, de ce qui en dépend partiellement et de ce qui n'en dépend pas. Ils mettent en **place une FISCALITÉ D'UTILITÉ PUBLIQUE fusionnant CSG progressive et impôt personnalisé à la source sur les revenus et tenant compte des qualités autant que des quantités**. Ce à l'avantage du commerce de proximité, de l'artisanat, de la petite entreprise, de l'agriculture écologique, de la petite exploitation, de la recherche, de la santé, de la culture, de la qualité de la vie et des produits.

## **LE REVENU CITOYEN, centralité de la créativité et de l'écologie**

- Le R.C. reconnaît **de fait la créativité**, le bénévolat, l'engagement associatif.

- Le R.C. **nous sort du productivisme**. Le R.C. permet d'en finir avec le rêve fou de la politique du « plein emploi » qui ne se réalise jamais et qui voit impuissante le chômage monter. Il s'agit au contraire de supprimer, chaque fois que c'est possible, les travaux inutiles et aliénants en remplaçant l'homme par des machines. Chaque fois que les idiots du « plein emploi » créeront dix des emplois aidés et inutiles, le génie humain fabriquera une machine qui fera disparaître heureusement mille emplois. C'est l'avantage du tracteur sur la bête de trait et c'est heureux. Il s'agit de **sortir de la centralité du travail**, de sortir du travail précaire, de **sortir de la recherche de la croissance** à tous prix, sans discernement, de **respecter l'humain, en sortant de l'homo economicus**, conçu uniquement comme travailleur, salarié et consommateur, accessoire du marché. **Il s'agit de préserver la planète et sa nature par l'écologie** contre le productivisme et la pollution.

- Le R.C. remet en cause le monopole du travail, du capital et de l'assistanat dans la distribution des revenus en introduisant une part citoyenne libertaire commune ne dépendant pas du marché.

### **REVENU CITOYEN « valeur travail » ou valeur du travail ?**

**Contrairement à une idée reçue le Revenu Citoyen proposé par les Esprits Libres revalorise le travail effectué et n'encourage nullement la paresse.**

**Exemple :**

Aujourd'hui en travaillant 35h on touche un smic net de 1130€.

En restant chez soi on touche au moins 400€ d'aides dites « sociales », voire bien plus, que l'on ne touche plus si l'on trouve un travail déclaré. Cela incite à travailler au noir et cela incite à bénéficier des minimas sociaux s'agissant de gagner si peu en plus si l'on travaille...

Aujourd'hui travailler 35h rapporte environ **730€ net de plus** que de ne pas travailler. Avec le Revenu Citoyen travailler 35h c'est toucher 35h et ne pas travailler n'apporte rien car les allocations et l'assistantat disparaissent. Avec le Revenu Citoyen le fait de travailler 35h rapporte **1130€ net de plus** que de ne pas travailler. Avec le RC le travail est donc revalorisé de 30%. La différence entre travailleur et non travailleur, qui est dans notre exemple aujourd'hui de 730€, passe à 1130€ avec le RC ! Aujourd'hui les travailleurs ont 1130€, les assistés ont au moins 400€ : différence 730€. Avec le RC les travailleurs ont 1130€ + RC de 900€ soit 2030€ et les non travailleurs ont seulement le RC de 900€, **différence 1130€ soit l'intégralité de la valeur travail mieux reconnue.** **Le RC constitue une meilleure et juste revalorisation du travail et un plus grand écart de revenu entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas.**

En fait l'écart sera moindre puisque le travailleur salarié sera aux 32h et celui au smic aux 24h leur laissant un temps libéré de 3 ou 4 jours par semaine. La différence entre travailleur et non travailleur sera donc moindre et le temps libre du travailleur le rapprochera aussi du non travailleur. **La communauté et la solidarité, sont renforcées, le travail est revalorisé, personne n'est assisté.**

La valeur du travail, sinon la « valeur travail », est précisément défendue par le Revenu Citoyen. Les opposants, eux, défendent la valeur « emploi » à tous prix et le plus souvent à celui de l'exploitation de la personne. Le principe du revenu universel est, philosophiquement parlant, libéral, celui du Revenu Citoyen est libéral-libertaire. Les conservateurs du système se condamnent à l'assistantat inique et impuissant qui rabaisse ceux qui le perçoivent et laisse 6 à 7 millions de personne en deçà du seuil de pauvreté. En outre ils font croire à la fable du plein emploi et au mythe de la croissance productiviste qui détruit la planète même s'ils affichent des programmes inverses pillés chez nous écologistes et devenus paravents de l'indigence de leur pensée. Les adversaires du Revenu Citoyen, partisans de l'exploitation, sont les ennemis des classes laborieuses.

Certains programmes d'extrême gauche proposent un smic augmenté passant de 1140€ à 1300€. Le partage du travail est oublié, l'assistantat de misère est maintenu et le REVENU CITOYEN combattu. Avec la proposition de REVENU CITOYEN proposé par les ESPRITS LIBRES le smic est augmenté de 5%, le temps du travail légal passe à 32h et à 24h pour les bas salaires et travaux pénibles.

Revenu Citoyen seul : 900€ et 7 jours libres

Smic à 24h /semaine : 822€ + 900€ = 1722€ /mois et 4 jours libres.

Smic à 32h /semaine : 1095€ + 900€ = 1995€ /mois et 3 jours libres.

Un droit au travail est créé pour 8h par semaine en cas de chômage.

Smic à 8h /semaine : 274€ + 900€ = 1174€ /mois et 6 jours libres.

Le mi temps est optionnel pour tous :

Smic à 16h /semaine : 548€ + 900€ = 1448€ /mois et 5 jours libres.

L'extrémisme et l'assistantat de l'extrême gauche en deçà de l'audace et de l'imagination des Esprits Libres... Qui défend les travailleurs ? Qui veut les libérer de l'esclavage salarié ?

L'extrême gauche ferait bien de méditer sur le fait que pour financer le Revenu Citoyen il est clair qu'il faut nécessairement s'en prendre au capital financier, aux multinationales, aux patrimoines et rentes et salaires et dividendes excessifs. On ne peut se prétendre de gauche et ne pas vouloir abolir la misère et ne pas vouloir le Revenu Citoyen profondément égalitaire et universel.

## **Le REVENU CITOYEN proposé par les Esprits Libres :**

- **Concentre l'effort social de l'État sur l'ÉDUCATION-FORMATION-CULTURE et sur la SANTÉ et l'ÉCOLOGIE.** Et ce ne sont pas des mots puisqu'effectivement l'État n'a rien d'autre à faire en matière de social !

- **SUPPRIME L'ASSISTANAT, la pauvreté et la mendicité** par une redistribution plus équitable des richesses sans politique sociale onéreuse. C'est la fin des principaux coûts de gestion des allocations : RMI, RMA, bourses d'études, allocations logement, allocations chômage, allocations familiales... suppression des subventions de la charité, restaurants du cœur etc. Suppression du statut d'intermittents. Une société sans pauvres, sans mendicité, une meilleure santé publique, un meilleur climat social. C'est la dignité retrouvée car personne n'est assisté. Seule subsiste l'allocation handicap-maladie en fonction du taux d'incapacité à travailler et cumulable au R.C.

- **PARTAGE LE TRAVAIL et supprime le chômage** en ramenant à **32h le contrat de travail**.
  - Ramène à **24h le contrat de travail des travaux pénibles, des travaux sans qualification et des travaux payés au salaire minimum**. Les salariés sans qualification disposent ainsi de quatre jours disponibles pour mener à bien, entre autres, leur formation et leur reconversion.
  - **Ouvre le DROIT AU TRAVAIL dans la fonction publique**. Tout citoyen peut y effectuer six ou huit heures de travail par semaine. Les administrations sont déployées en fonction. Le travail fonctionnaire passera progressivement à 24h et sera cumulable à d'autres professions sauf exception. Tout salarié, public ou privé, dispose de 3 ou 4 jours pleins par semaine. Travail salarié largement disponible et fin du chômage par un partage du travail qui multiplie les offres d'emploi disponibles tout en poursuivant l'objectif social de suppression des emplois aliénants.
  - **Supprime largement le travail au noir** car contrairement au RMI, RSA et Cie, le Revenu Citoyen est cumulable aux autres revenus en toute transparence et la triche devient inutile.
  - **Resserre l'échelle des revenus** puisque le minima social est porté à 900€ alors que les hauts revenus qui touchent également le R.C. voient leur imposition augmentée de plus de 900€ pour son financement même s'ils bénéficient aussi de la baisse générale des dépenses et donc des prélèvements car la coûteuse politique sociale a disparue.
  - **Dynamise la consommation** des bas salaires irriguant économie et commerce de proximité.
  - **Permet de baisser les charges sociales** de nos entreprises leur redonnant leur compétitivité mondiale. Le secteur productif est plus taxé en France que dans les autres pays. Baisse entièrement compensée par l'augmentation de l'impôt sur les bénéfices, plus probante que la « taxe robots » et par l'augmentation de la taxation des hauts revenus et du patrimoine.
  - **Réduit les charges sociales** des salariés leur donnant du pouvoir d'achat.
  - Permet éventuellement d'augmenter la TVA à 25% en taxant les produits importés. La consommation est aujourd'hui moins taxée en France que dans les autres pays européens. Option qui exige la revalorisation du R.C. si elle est retenue.
  - **Renforce la flexi-sécurité** facilitant de bons contrats de travail comme les licenciements.
  - **Permet d'imposer le patrimoine** à 1,8% considérant que le RC constitue un patrimoine à vie.
  - **Permet d'augmenter les droits de succession** considérant que le RC est un héritage à vie et que les héritages ne sont, tout comptes faits, en moyenne que taxés à 5% !
  - **Renforce la banque publique** de la République en versant le RC sur le compte de chaque citoyen à cette banque et non dans les banques privées.
  - Fait jouer pleinement ce rôle de banque publique dans la gestion et la distribution du R.C.
- Ex : Une fois dans sa vie un citoyen peut faire un emprunt d'une année ou plusieurs de R.C., versé en une seule échéance plutôt que mensuellement. Emprunt formation : Revenu Citoyen doublé pour une formation d'une ou deux années à disposition de chaque citoyen une fois dans sa vie.

## **REVENU CITOYEN et BAISSE DES IMPÔTS**

Concernant son financement certains parlent d'une « *augmentation des impôts* » alors que le Revenu Citoyen consiste à verser 900€ par mois à chacun sous la forme d'un crédit sur la feuille d'imposition, d'un impôt négatif !

Dans son essence même, le R.C. est une mesure de DISTRIBUTION de la part de l'État aux citoyens et donc exactement l'inverse d'un impôt. S'il faut lever certains impôts pour le financer nous ne devons nous plaindre que si la levée est supérieure à 900€ par mois puisque l'on nous distribue ces 900€ ! Le R.C. **réduit l'impôt** car il est un crédit d'impôts et aujourd'hui pour donner 100€ à un chômeur il faut prélever 300 € d'impôts. Avec le R. C., 300€ prélevés c'est 300€ distribués. Évidente supériorité du R.C. sur l'assistanat et ses machines à gaz de la pseudo « protection » « sociale » qui laisse 8 millions de personnes sur le carreau en deçà du seuil de pauvreté, on sait alors que le R.C. est de très loin, le moins coûteux système de protection sociale et qu'il est entièrement efficace puisqu'il est versé à tous. Il est vrai que les possédants riches en patrimoine et les très hauts revenus seront débiteurs puisqu'ils verseront plus qu'ils ne reçoivent mais c'est justice et cynisme bien placé car le bien commun est incommensurablement gagnant en supprimant la pauvreté.

## **UN FINANCEMENT DANS UN BUDGET GLOBAL**

Il n'y a donc pas à se poser la question spécifique du « financement du Revenu Citoyen ». Les recettes de l'État ne sont pas affectées à tel ou tel poste. Il s'agit de financer le BUDGET GLOBAL de la nation comprenant des recettes et des dépenses. L'ensemble des dépenses exige des recettes

équivalentes. Les richesses que nous avons produites et créées sont immenses. Nous sommes dans un pays riche, trop riche et qui gaspille. La question que pose le R.C. c'est celle de son utilité et de ce qu'il rapporte car il est un investissement social et sociétal considérable.

## **« FINANCEMENT » DU REVENU CITOYEN proposé par les Esprits Libres :**

**BUDGET DE 700** milliards, égal aux **700** milliards de dépenses sociales actuelles: Vieillesse, santé 130M, famille-CAF 62M, chômage 100M, logement 15M etc.

Sur les **700** milliards du budget social actuel nous transférons **550** milliards au budget global afin de compenser en partie le coût du R.C. et conservons **150** milliards pour le budget santé qui est augmenté de **130 à 150** milliards car les hôpitaux ont besoin de notre aide d'urgence et nous renforçons la recherche, le déploiement dans les zones rurales et l'effort sur les problèmes de santé liés à la pollution et sur certains remboursements.

Santé et éducation incluant culture-formation-recherche, deviennent EFFECTIVEMENT prioritaires car Etat, communes et régions ne s'occupent plus de l'assistant et des machines à gaz.

Les fonctionnaires libérés des services sociaux sont redéployés vers la santé, l'éducation, l'écologie et la ruralité redynamisée, postes etc., mais aussi vers les autres services car la fonction publique passe de 35h à 32h et à 24h pour les bas salaires et les travaux pénibles libérant des postes.

Transfert donc de **550 milliards** sur les **700 milliards** de dépenses sociales actuelles. Il reste à trouver **150** milliards.

## **« FINANCEMENT » dans le cadre du BUDGET GLOBAL DE L'ÉTAT:**

Transfert de **550** milliards des dépenses sociales actuelles : **550** milliards

(Allocations chômages, logements, bourses d'études, réductions diverses, allocations familiales etc.)

Fusion CSG-IR personnalisé et récupération de 25% du RC versé aux plus aisés selon un tarif progressif et ascendant: **175 milliards**

Suppression des niches fiscales : **40** milliards

Impôt progressif sur le patrimoine augmenté de 1,8%, absorbant l'ISF: **30** milliards

Augmentation des droits sur l'héritage : **50** milliards

Encadrement du secteur bancaire : **2** milliards

Taxe sur les transactions financières : **2** milliards

Effets, réduction charges sociales, TVA sociale et recettes d'impôt sur bénéficiaires : **2** milliards

Economie de fonctionnement des services sociaux : **2** milliards

Simplification politique et administrative dont intégration des départements aux régions, suppression du Sénat et du CES, limitation du nombre des députés, fusion Matignon Elysée : **1** milliard

Gains liés à la légalisation contrôlée du cannabis : **1** milliard

### **NON COMPTÉ :**

Écotaxe : non compté.

Gains liés à la réduction du travail au noir devenu inutile : non compté.

Gains liés à l'amélioration de la santé publique devenue prioritaire : non compté.

Gains liés à la réduction de l'absentéisme devenu « non rentable » : non compté.

Imposition des multinationales : considérable à organiser. Non compté.

Lutte contre la fraude fiscale, l'optimisation fiscale et les paradis fiscaux : inchiffrable, au moins **100** milliards comptabilisés. Non compté.

Dans ce montage les effets positifs d'une **harmonisation fiscale** autour d'un noyau fédéral de pays européens et dans le cadre de l'ensemble des pays membres de l'Union sont non comptés.

**Considérables effets financiers positifs de R.C. étant donné une société sans chômeurs, sans assistés, sans pauvres.** Non compté.

### **OPTION :**

TVA à 25%, 1 point de TVA = 8 milliards, 5 points = **40** milliards

Une hausse de la TVA baisserait mécaniquement l'effet du R.C. et entrainerait automatiquement une indexation revalorisation de celui-ci. Elle doit envisagée afin de taxer les produits importés si les droits de douane ne le permettent pas compte tenu de nos accords commerciaux. Elle permet de sélectionner les produits et de favoriser les qualités et l'écologie, l'utilité publique, en baissant le taux.

**TOTAL DE RECETTES : 855 milliards, pour 700 à trouver !**

Situation embarrassante pour les détracteurs du R.C. qui prétendent que son financement est impossible! En répondant nous récoltons **855 milliards** quand le Revenu Citoyen coûte **700 milliards** ! Et nous rétablissons une fiscalité enfin juste et équitable.

**Nous disposons au bas mot d'un volant de 155 milliards après financement du R.C. !**

Cela signifie que, dans le montage ci dessus, 155 milliards peuvent être gommés ou réorientés vers une augmentation du R.C. ou vers d'autres postes, dettes, recherche, etc., selon les orientations politiques retenues.

Pour les Esprits Libres la question qui se pose au politique qui souhaite financer le R.C. c'est que faire de tout cet argent récolté.? Cela veut dire qu'une gestion plus droitière épargnera les plus aisés pour un montant considérable quand notre proposition vise le bien commun et le redéploiement des sommes récoltées vers les secteurs vitaux, éducation, culture, recherche, écologie, justice, défense, dette, salaires, R.C. etc.

Notons que la fusion CSG-IR personnalisé et récupération de 25% du RC par l'impôt fixé à **175M** est MODULABLE. Si une faille apparaît dans le montage on peut parfaitement récupérer jusqu'à 35% du RC distribué ou au contraire ne récupérer que 15% si les rentrées dépassent les prévisions.

CETTE MODULABILITÉ DE RÉCUPÉRATION PAR L'IMPÔT DU R.C. VERSÉ AUX PLUS AISÉS ET CET EXCEDENT DANS NOTRE BUDGET SIGNIFIENT QUE, DANS TOUTES LES CONFIGURATIONS, LE R.C. PEUT ÊTRE FACILEMENT FINANCÉ puisque l'on peut reprendre d'une main ce que l'on a donné de l'autre si nécessaire. Ceux qui parlent de l'impossibilité financière de financer le Revenu Citoyen ne sont pas très forts en économie. Le seul obstacle c'est l'absence de désir politique de R.C. et l'absence de majorité politique pour le R.C. La mise en place technique, crédit sur la feuille d'impôt, est un jeu d'enfants et la faisabilité est évidente.

Le **Revenu Citoyen** peut être « financé » de multiples façons selon les politiques menées et leurs sensibilités de droite, de gauche, du centre ou d'ailleurs... La tâche de financement est aisée quand on sait qu'aujourd'hui pour financer 400€ que l'on va donner à un chômeur il nous faut prélever 1200€ d'impôts alors que pour financer le R.C. il suffit de prélever son montant exact. Le plus simple est de le financer par le transfert de la politique sociale d'assistantat actuelle, qui permet de financer plus de la moitié du R.C., et l'augmentation progressive de l'impôt sur le revenu et de la CSG fusionnés et personnalisés, du patrimoine, de l'héritage et des transactions financières. De sorte que les revenus médians fassent une opération plutôt positive, leur Revenu Citoyen dépassant l'augmentation de leur imposition. Que les sans revenu et les bas et moyens salaires soient gagnants et se situent au delà du seuil de pauvreté. Que les très hauts revenus et très hauts patrimoines soient perdants, c'est à dire paient plus qu'ils ne reçoivent en touchant le R.C. Non seulement pour ces derniers la question du financement ne se pose pas mais ils sont débiteurs et participent au financement. Pour les plus riches on a repris plus d'une main ce que l'on a donné de l'autre. Dans l'ensemble le corps social est gagnant de façon inestimable.

Ce financement n'est qu'une trame que l'on constate modifiable mais l'équilibre doit subsister et la philosophie générale reste libératrice, libérale-libertaire, en ce qu'elle remet en cause la centralité du travail **si ce revenu est au moins égal au seuil de pauvreté**, moitié du salaire médian, c'est à dire éradique la misère indépendamment du travail fourni. C'est cela sortir de la centralité du travail.

En ce sens la proposition des Esprits Libres de revenu de base inconditionnel, de revenu d'existence, mérite bien son appellation de « REVENU CITOYEN » car il remplit pleinement sa fonction de **socialisation citoyenne** par l'éradication de la pauvreté et la **nouvelle centralité paradigmatique autour de la créativité et de l'écologie**.

## **FINANCEMENT et/ou PHILOSOPHIE DU REVENU CITOYEN**

Ce débat sur le financement, bien que probant, n'est certainement pas le plus important lié au R.C. tant il est évident qu'un système distributif égalitaire est plus efficace, et beaucoup moins couteux, que le lourd système distributif inégalitaire, machines à gaz qui laissent sur le carreau 8 millions de personnes en deçà du seuil de pauvreté.

À tel point que l'économie réalisée sur le coût du fonctionnement du système, quasi nul pour le R.C. qui n'est qu'un chiffre dans une colonne sur la feuille d'impôt, et les gains sociaux induits **inestimables** dans tous les domaines, tous comptes faits, produiront à l'évidence des résultats

probants et vitaux pour un coût bien moindre. À tel point que la prospérité est assurée au-delà de notre entendement actuel et que notre modèle sera immédiatement envié et copié.

Le débat philosophique lié au R.C. est bien plus important pour délivrer les esprits qui, lorsqu'ils finissent par voir quel jeu d'enfants est la question du financement, deviennent des esprits libérés de cette question, c'est à dire des Esprits Libres. Au fond celui qui pose la question du financement ne comprend pas encore tout à fait le concept du Revenu Citoyen. Saisir le concept au fond c'est immédiatement savoir réglée et dépassée cette question.

Avant de poser la question du financement il faut se poser **sur le fond** la question de l'accord ou non avec le R.C., et si on est, sur le fond, d'accord avec le R.C., c'est à dire avec ses mécanismes et sa philosophie, on règle immédiatement la question du financement qui ne relève plus que de l'intendance, qui ne peut que suivre tant la mise en place du R.C. est facile si on le désire politiquement. La mathématique du R.C. suit automatiquement la philosophie du R.C. mais la mathématique ne peut venir sans la philosophie.

En un mot, même si l'on passe nécessairement par la question du financement, tant que l'on se la pose en tant que difficulté, on n'a pas compris le R.C.

### **Le REVENU CITOYEN, un revenu commun**

Le R.C. partage également entre tous les citoyens un REVENU COMMUN, un bien commun, un lien de solidarité et de fraternité. En ce sens le R.C. est un dépassement du marxisme et de la lutte des classes, dépassement et non négation, puisqu'il crée une appartenance citoyenne existentielle soldée par un revenu commun et une préservation judicieuse du marché sans son hégémonie capitaliste sur la société. Face à l'économie et à la société de marché, le capitalisme, face à l'économie administrée et socialisée, le socialisme réel, c'est la voie républicaine libérale-libertaire **d'une économie et d'une société AVEC travail et non DE travail, AVEC marché et non DE marché**, d'une économie et **d'une société de CRÉATIVITÉ** qu'ouvrent LES ESPRITS LIBRES.

Le R.C. est une **régulation républicaine et distributiste libertaire** de la part libérale de l'économie. Le **Revenu Citoyen** sert de **modèle social** dans le cadre d'un noyau fédéral de pays en Europe.

**Nous voulons une économie et une société AVEC marché et non de marché, AVEC travail et non de travail.**

**Nous voulons remplacer la centralité du marché et du travail par la centralité de la créativité et de l'écologie.**

Ouvrons les chemins de la liberté pour chacun de réaliser sa propre conception de la vie bonne. Soyons des Esprits Libres.

Jean-Pierre ROCHE,

président du **Mouvement des Esprits Libres** pour le Revenu Citoyen et la 6<sup>ème</sup> République.

---

### **ANNEXE pour mémoire CHIFFRES ACTUELS :**

Smic horaire net : 7,52€

Smic mensuel pour 35h : 1140€

Salaire net médian : 1770€

Salaire net moyen : 2202€

Salaire net moyen fonction publique : 2460€

0 à 10% moins de 1200€

10 à 20% moins de 1342€

20 à 30% moins de 1471€

30 à 40% moins de 1609€

40 à 50% moins de **1772€**

**revenu médian net**

50 à 60% moins de 1974€

revenu moyen : 2202€

60 à 70% moins de 2244€

Salaire net moyen fonction publique : **2460€**

Seuil : en deçà R.C.= augmentation de revenu, au delà, R.C.= diminution de revenu progressive,

70 à 80% moins de 2682€

80 à 90% moins de 3544€

90 à 95% moins de 4526€

95 à 99% moins de 8061€

99 à 100% plus

Explosion des héritages :

60 M en 1980 = 8% des revenus des ménages,

250 M en 2017 = 19% des revenus des ménages !

95% des successions non taxées.

Les 250 milliards ne rapportent aujourd'hui que 12,5 M à l'État.

### **Avec le REVENU CITOYEN :**

Smic augmenté de 5% = 7,90€/h

Sans emploi : 900€ = 900€ /mois

Smic à 8h /semaine : 274€ + 900€ = 1174€ /mois (droit au travail)

Smic à 16h /semaine : 548€ + 900€ = 1448€ /mois

Smic à 24h /semaine : 822€ + 900€ = 1722€ /mois

Smic à 32h /semaine : 1095€ + 900€ = 1995€ /mois

Smic à 35h /semaine : 1198€ + 900€ = 2098€ /mois

Ex : Salaire **net** moyen fonction publique ramené à 32h : 2260€ + 900€ de R.C. – 900€ en moyenne d'imposition supplémentaire sur CSG-IR personnalisé et d'imposition patrimoine héritage = 2460€ soit le salaire actuel pour 35h. Gain net de 3h par semaine avec stabilisation du revenu, santé et éducation plus accessibles et moins couteux, loyers moins élevés, société apaisée.

Nous instaurerons le taux de taxation progressif sur l'héritage reçu au long de sa vie comme en Irlande depuis 76.